

[Text]

I wonder too if the Barber Commission will complete its work before the Old Crow people have an opportunity of presenting their views to Parliament or to this Committee with respect to their land claims over which any pipeline must pass if the oil or gas from Prudhoe Bay is to go down the Mackenzie.

Before concluding, Mr. Chairman, in the two minutes left to me I want to have something to say too about the Minister's despicable conduct with respect to his treatment of Dr. Usher, a civil servant coming under his jurisdiction who has been personally and viciously attacked by the Minister. It is not the kind of conduct that I would expect of the Minister, and I believe that the Speaker's remarks rebuking the Prime Minister in connection with his comments concerning the Auditor General apply with equal force to the Minister in this instance.

I have one last word about information being sought by members of Parliament to which they are entitled. On October 22, 1971, Question 197 on the Order Paper was returned in which I had asked how much funds had been allotted by the various government departments to the Indian Brotherhood in the Yukon. The return that I got from the Minister's department was for the fiscal 1970-71, \$27,438; from the Citizenship and Development Branch of the Secretary of State for the same fiscal year, \$22,400. They left out the moneys that came from the Privy Council, the moneys that came from CMHC, and the actual amount that came from Indian Affairs for that fiscal year to that brotherhood was not \$27,438 as the Minister's return indicated, but \$63,063, and as far as the Secretary of State is concerned, he was out \$40. The return indicated \$22,400 for his department; the actual amount was \$22,440. But the Privy Council Office also allotted \$25,920 and CMHC \$35,500, making a total of \$146,923. This kind of misinformation and misrepresentation does little, not only to induce an atmosphere of frankness in the Committee like this and in the House of Commons, but does the whole department a disservice when we cannot get the kind of financial information to which we are entitled, particularly when the Minister uses it in feuds such as he had with Mr. Cardinal, using financial information . . .

• 1700

The Chairman: Excuse me, Mr. Nielsen . . .

Mr. Nielsen: If I may just finish my sentence—using the financial information out of statements submitted to him which he refused to produce in this Committee but from which he used information to kow-tow Mr. Cardinal. Thank you, Mr. Chairman.

M. Chrétien: Je m'excuse auprès de M. Nielsen, mais son . . .

Mr. Thomson: Actually, Mr. Chairman, I have only two main areas which I wish to deal with and I would ask the Minister when answering to remember that I have a second question.

The question relates to the Indian claims in the Yukon and Northwest Territories. In regard to the settlement that the American government had made with the native peoples of Alaska, is the Canadian government considering making a payment on a somewhat comparable basis to the settlement that was made with these people of Alaska?

[Interpretation]

juillet 1975, mois qui, si j'ai bien compris, est un mois très important pour d'autres projets de la direction des Affaires indiennes.

Je me demande aussi si la Commission Barber va terminer son travail avant la peuplade Old Crow ait l'occasion de saisir le Parlement ou le présent Comité de ses plaintes à l'égard du territoire sur lequel devra nécessairement passer le pipe-line qui transportera le pétrole ou le gaz de Prudhoe Bay le long de la Mackenzie le cas échéant.

Avant de conclure, monsieur le président, dans les deux minutes qui me restent, je veux dire un mot de l'attitude méprisante du ministre envers M. Usher, un fonctionnaire sous ses ordres qui a été personnellement et haineusement attaqué par lui. J'aurais espéré une conduite tout autre d'un ministre et j'espère que les remarques que l'Orateur a faites au premier ministre à propos d'un commentaire qu'il s'est permis de faire sur l'auditeur général s'applique encore plus dans ce cas au ministre.

Un dernier mot au sujet des renseignements que les députés cherchent à obtenir selon leur droit. Le 22 octobre 1971, la question n° 197 au feuillet a été retournée; j'y demandais combien de fonds avaient été alloués par les divers ministères gouvernementaux à la Fraternité indienne du Yukon. Le ministre m'a répondu: \$27,438 pour l'année financière 1970-1971; de la Direction de l'expansion et de la citoyenneté du Secrétariat d'État: \$22,400, pour la même année financière. C'était sans compter les sommes qui provenaient du Conseil privé, de la Société centrale d'hypothèques et de logement; et la somme qui, effectivement, avait été versée par le ministre des Affaires indiennes durant cette année financière à la Fraternité ne s'élevait pas à \$27,438, comme le ministre l'avait indiqué, mais à \$63,063; pour ce qui était du Secrétariat d'État, il y avait une erreur de \$40. La réponse donnait \$22,400 pour le ministre; le montant était effectivement de \$22,440. Mais le bureau du Conseil privé avait aussi accordé \$25,920, et la Société centrale d'hypothèques et de logement \$35,500, soit en tout \$146,923. Ces informations erronées ne sont pas propres à créer un climat de franchise dans un comité comme celui-ci ou à la Chambre des communes, mais c'est au contraire une bien piètre recom-

mandation pour le ministre que l'on ne puisse obtenir les renseignements financiers auxquels on a droit, surtout lorsque le ministre s'en sert dans des combats singuliers comme il a eus avec M. Cardinal, utilisant des renseignements financiers . . .

Le président: Excusez-moi, monsieur Nielsen . . .

M. Nielsen: Permettez-moi tout juste de finir ma phrase . . . puisant des renseignements financiers dans des états qui lui ont été présentés et qu'il a refusé de soumettre à ce comité; il en tire cependant des renseignements pour confondre M. Cardinal. Merci, monsieur le président.

Mr. Chrétien: With due respect to Mr. Nielsen, his . . .

M. Thomson: En fait, monsieur le président, il n'y a que deux points seulement que je voudrais aborder, et je prie le ministre de se souvenir lorsqu'il répondra à la première question que j'en ai une autre à lui poser.

La question se rapporte aux demandes des Indiens dans les Territoires du Nord-Ouest et dans le Yukon à l'égard du règlement que le gouvernement des États-Unis a opéré avec les aborigènes d'Alaska; le gouvernement du Canada pense-t-il effectuer un paiement sur une base comparable à celle qui a servi pour régler le cas de ces habitants de l'Alaska?